

Mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE -

TRAVAUX DE COMPENSATION ZONE HUMIDE RELATIFS AU PROJET DE  
RECONSTRUCTION DU BARRAGE DE BEAULIEU

Dossier n° : 2507204C1000091

# Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

## Mission CSPA : Catégorie 2



Indice	Date	Modifications	Rédaction
0	22/09/2025	PGC indice 0 phase DCE	Jérôme PARELLE
1	09/02/2026	PGC indice – Travaux compensation zone humide	Jérôme PARELLE

# SOMMAIRE

## **1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER**

### **1.1. Liste des intervenants**

#### 1.1.1. Liste des intervenants

### **1.2. Liste des lots**

#### 1.2.1. Liste des lots

### **1.3. Renseignements généraux concernant l'opération**

#### 1.3.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

### **1.4. Les principes généraux de prévention**

## **2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE**

### **2.1. Caractéristiques du sol**

#### 2.1.1. Rapport d'étude de sol

### **2.2. Réseaux existants**

#### 2.2.1. Réseaux enterrés

### **2.3. Ouvrages existants**

#### 2.3.1. Barrage existant

### **2.4. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)**

#### 2.4.1. Amiante

#### 2.4.2. Plomb

## **3. MESURES GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION**

### **3.1. Mise en commun de moyens - Planification**

#### 3.1.1. Planification

### **3.2. Mise en commun des moyens - VRD primaires**

#### 3.2.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

#### 3.2.2. Branchement en eau

#### 3.2.3. Branchement en électricité

#### 3.2.4. Branchement d'assainissement

### **3.3. Mise en commun des moyens - Installations de chantier**

#### 3.3.1. Plan d'installation de chantier

#### 3.3.2. Occupation du domaine public

#### 3.3.3. Clôture de chantier extérieure et signalisation

#### 3.3.4. Identification du personnel

#### 3.3.5. Visites de chantier par des tiers.

#### 3.3.6. Panneau de chantier

#### 3.3.7. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

#### 3.3.8. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

#### 3.3.9. Signalisation d'orientation - Fléchage d'accès au chantier

#### 3.3.10. Signalisation de danger - Sortie de camions

#### 3.3.11. Base vie - Modalités d'organisation

#### 3.3.12. Base vie - Effectif de dimensionnement

#### 3.3.13. Base vie - Définition des installations

#### 3.3.14. Base vie - Installations complémentaires

#### 3.3.15. Base vie - Entretien des installations

#### 3.3.16. Sécurité incendie des installations

#### 3.3.17. Installations de distribution électrique

#### 3.3.18. Installations d'éclairage

#### 3.3.19. Vérification réglementaire des installations électriques

#### 3.3.20. Entretien des installations électriques

#### 3.3.21. Points d'eau et d'évacuation

### **3.4. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier**

- 3.4.1. Planification et organisation des livraisons
- 3.4.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels
- 3.4.3. Manutentions et levages
- 3.4.4. Manutentions et levages - Grue à tour
- 3.4.5. Organisation des approvisionnements - Servitude de grue

### **3.5. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales**

- 3.5.1. Voie piétonne
- 3.5.2. Accès des véhicules et stationnement
- 3.5.3. Voirie de chantier stabilisée

### **3.6. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives**

- 3.6.1. Protection en rive des fouilles
- 3.6.2. Protection des trémies et réservations
- 3.6.3. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes

### **3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets**

- 3.7.1. Gestion des déchets Mode d'organisation
- 3.7.2. Bennes à gravais et déchets
- 3.7.3. Acheminement des déchets vers les bennes
- 3.7.4. Nettoyage et évacuation des déchets

### **3.8. Mise en commun des moyens - Organisation des secours**

- 3.8.1. Moyen d'alerte des secours
- 3.8.2. Consignes de sécurité
- 3.8.3. Sauveteurs secouristes du travail
- 3.8.4. Matériel de secours

## **4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS**

### **4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers**

- 4.1.1. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation
- 4.1.2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Amiante
- 4.1.3. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Plomb
- 4.1.4. Travaux comportant l'usage d'explosifs
- 4.1.5. Travaux de terrassement généraux
- 4.1.6. Travaux de puits, de terrassements souterrains
- 4.1.7. Travaux de VRD
- 4.1.8. Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement
- 4.1.9. Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade
- 4.1.10. Travaux en plongée appareillée
- 4.1.11. Utilisation de produits dangereux ou à risques
- 4.1.12. Travaux de battage palplanche
- 4.1.13. Appareil de levage et de manutention : guide de battage/passerelle/nacelle
- 4.1.14. Intervention sur Rives/Quais/Berges/Ponton/Poussoir
- 4.1.15. Travaux ripisylve

## **5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS**

### **5.1. Modalités de coopération**

- 5.1.1. Plan Général de Coordination
- 5.1.2. Désignation des entreprises
- 5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants
- 5.1.4. Travailleurs indépendants et locatiers
- 5.1.5. Présence de personnel étranger
- 5.1.6. Inspection Commune
- 5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé
- 5.1.8. Rôle du coordonnateur

## **6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS**

# 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

## 1.1. Liste des intervenants

Maître d'ouvrage	Voies navigables de France	Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'ouvrage Unité opérationnelle de Paris – Unité EGT 4 18 quai d'Austerlitz 75013 PARIS
Maître d'ouvrage délégué	Voies navigables de France	Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'ouvrage Unité opérationnelle de Paris – Unité EGT 4 18 quai d'Austerlitz 75013 PARIS
Maître d'oeuvre	ARTELIA	16 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
Inspection du travail	Inspection du travail	2 rue Fernand-Giroux CS 70368 10025 TROYES
CARSAT	CARSAT	32 rue Voltaire 10000 TROYES
OPPBTP	OPPBTP	1, rue Heyrault 92660 Boulogne Billancourt cedex

## 1.2. Liste des lots

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
1 - Entreprise	A communiquer		

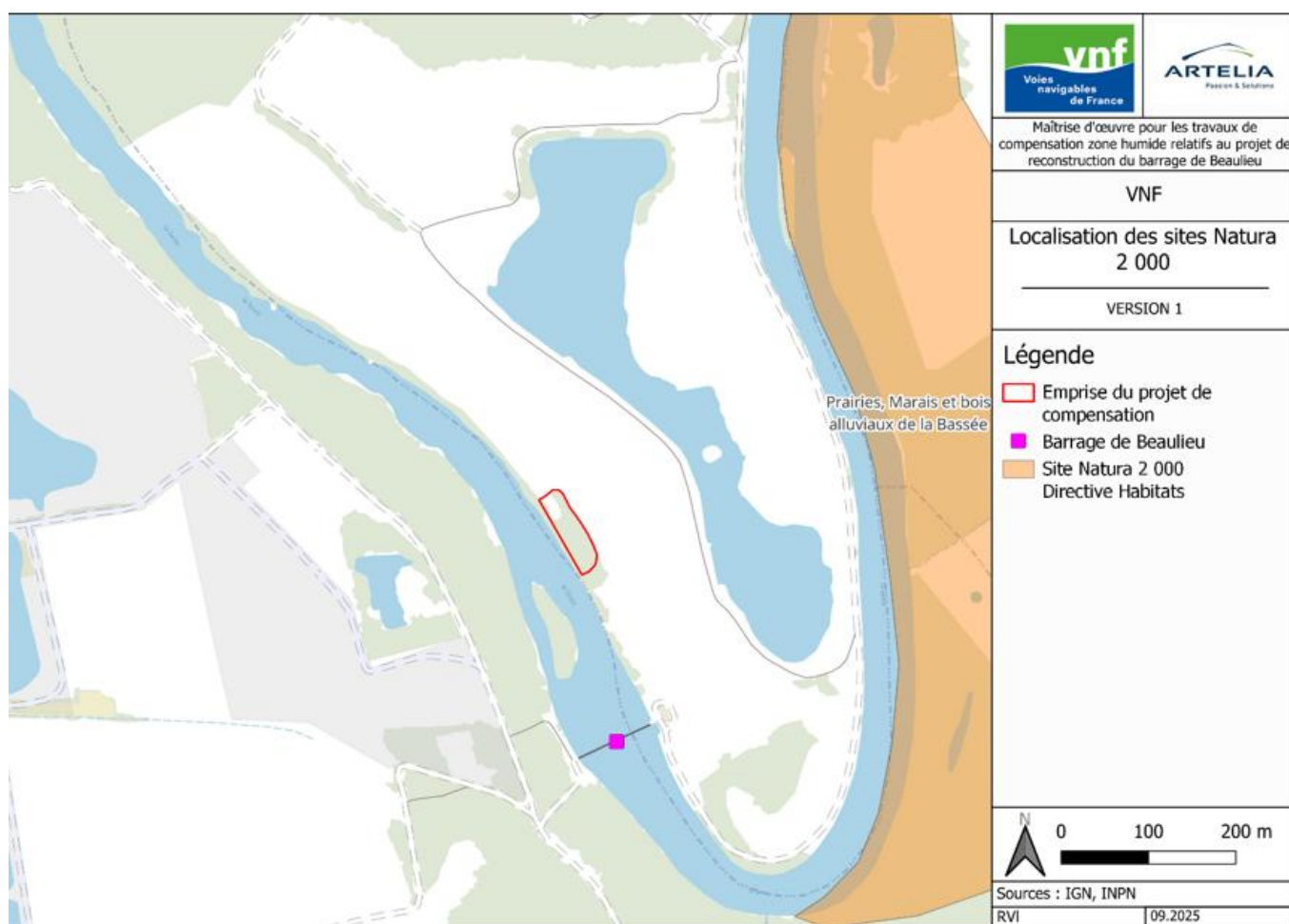
### 1.3. Renseignements généraux concernant l'opération

L'opération concerne l'aménagement d'une zone humide en vue de compenser les impacts du projet de récréation du barrage de Beaulieu par VNF.

Ce barrage est situé sur la commune du Mériot et de la Motte Tilly dans le département de l'Aube.

Le site compensatoire est localisé sur la commune du Mériot à environ 200 m du site impacté. Il est situé en rive droite de la Seine sur la parcelle D1789. Le site de compensation s'étend sur une surface d'environ 2 700 m<sup>2</sup>.

Le projet sur le barrage de Beaulieu entraîne une destruction de 1 037 m<sup>2</sup> de zones humides. Le site de compensation étant situé à proximité même du site impacté, donc dans la même masse d'eau, la surface de compensation est d'a minima 1 635 m<sup>2</sup>. La surface du site de compensation est donc plus importante que le besoin compensatoire.





### **Travaux attendus :**

- Le retrait des remblais pour restaurer l'ancienne zone humide. Les matériaux extraits seront évacués du site, à l'exception d'un merlon de protection conservé afin de créer un effet « barrage » avec le champ ;
- Un apport de terres végétales sur la zone déblayée afin de compenser la perte de sol et favoriser la reprise de la végétation ;
- Un remodelage du sol sur la zone enrichie en terres végétales, visant à créer des micro-habitats propices au développement de la flore et de la faune locales.
- La recréation d'une fourrée en bordure du site afin de prolonger le merlon déjà présent ;
- La libre évolution de la zone restaurée, permettant aux espèces hygrophiles de s'installer naturellement ;
- Une fauche tardive pour éviter la fermeture du milieu et limiter l'installation d'espèces ligneuses.

### **1.4. Les principes généraux de prévention**

- Eviter les risques ;
- Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- Combattre les risques à la source ;
- Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
- Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
- Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
- Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

La loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, par son article L.4531-1, impose au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

## 2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

### 2.1. Caractéristiques du sol

#### 2.1.1. Rapport d'étude de sol

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises prendront connaissance des caractéristiques du sol et tiendront compte des contraintes constatées, pour toute installation d'engins ou de moyens de levage, ainsi que pour dimensionner la structure des voiries et plateformes provisoires du chantier.	1 - Entreprise Générale

### 2.2. Réseaux existants

#### 2.2.1. Réseaux enterrés

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra analyser les réponses aux DT et/ou aux DICT incluant, le cas échéant, les réponses aux demandes de mise hors tension, l'analyse des plans et les recommandations spécifiques à l'opération.	1 - Entreprise Générale
Recherche des différents réseaux existants avant réalisation des travaux	1 - Entreprise Générale

### 2.3. Ouvrages existants

#### 2.3.1. Barrage existant

Bâtiment existant

Dispositions prévues	A la charge de
L'emprise foncière est actuellement occupée par le barrage. Il sera partiellement démoli dans le cadre de la continuité de l'opération de reconstruction du barrage de Beaulieu.	1 - Entreprise Générale

### 2.4. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)

#### 2.4.1. Amiante

Dispositions prévues	A la charge de
Il est nécessaire de faire établir un « Diagnostic Amiante Avant Travaux » DAAT  A intégrer pour la future phase de reconstruction du Barrage de Beaulieu.	Maître d'ouvrage
Dispositions prévues	A la charge de
Travaux sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante : Les entreprises intervenantes devront réaliser leur intervention en "sous-section 4". Cela nécessite la formation des différents intervenants (opérateur et encadrement) et la réalisation d'un mode opératoire à envoyer aux organismes de contrôle et de prévention (DDETS – CARSAT – OBBTP – MEDECINE DU TRAVAIL – SPS). Les zones concernées seront interdites d'accès aux autres intervenants pendant les phases d'intervention.	Maître d'ouvrage

### 2.4.2. Plomb

Dispositions prévues	A la charge de
Il est nécessaire de faire établir un « Repérage de revêtement contenant du plomb »  A intégrer pour la future phase de reconstruction du Barrage de Beaulieu.	Maître d'ouvrage
En présence de matériaux contenant du plomb: En concertation avec les différents acteurs et les entreprises : Choisir la technique d'intervention la moins polluante (Exemples : éviter le sablage/grenaillage, préférer le recouvrement au retrait des peintures par décapage mécanique ou chimique, utiliser des outils manuels peu émissifs)	Maître d'ouvrage
Les éléments contenant du plomb seront matérialisés sur le chantier.	Maître d'ouvrage



### 3. MESURES GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION

#### 3.1. Mise en commun de moyens - Planification

##### 3.1.1. Planification

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Le planning de réalisation, établi au démarrage de l'opération, fait apparaître chaque phase de travaux, continue ou fractionnée, des différents corps d'état.</p> <p>Les risques d'interférence entre entreprises doivent être minimisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En limitant les programmations simultanées dans une même zone,</li> <li>- En organisant des interventions successives par zones.</li> </ul>	1 - Entreprise Générale

#### 3.2. Mise en commun des moyens - VRD primaires

##### 3.2.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
Tous les réseaux et branchements doivent être opérationnels pour la mise en place des installations de cantonnements au démarrage du chantier.	Maître d'ouvrage

##### 3.2.2. Branchement en eau

Dispositions prévues	A la charge de
Utilisation d'un point de raccordement existant sur site. Le raccordement se fera à l'emplacement désigné par le chef d'établissement.	Maître d'ouvrage

##### 3.2.3. Branchement en électricité

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Branchement provisoire électrique de chantier comprenant :</p> <p>La fourniture et pose d'une armoire de comptage et de distribution conforme à la réglementation. Raccordement à l'emplacement désigné par les concessionnaires ou le chef d'établissement.</p>	Maître d'ouvrage

##### 3.2.4. Branchement d'assainissement

##### Branchement d'Assainissement

Dispositions prévues	A la charge de
<p>En cas d'impossibilité de disposer du branchement d'assainissement définitif, ou d'un point de raccordement:</p> <p>Mise en place, par l'entreprise, d'une fosse toutes eaux pour le branchement des installations sanitaires de chantier.</p> <p>L'entreprise assurera l'entretien et la vidange de la fosse pendant toute la durée des travaux.</p>	Maître d'ouvrage

### 3.3. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

#### 3.3.1. Plan d'installation de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise fournira son plan général d'installation du chantier à soumettre à l'accord du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. Il sera mis à jour autant de fois que nécessaire pendant toute la durée du chantier.	1 - Entreprise Générale
<p>Le plan des installations de chantier précise la localisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des barrières en place,</li> <li>- des clôtures et protections temporaires,</li> <li>- des parkings pour les véhicules de chantier,</li> <li>- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,</li> <li>- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention</li> <li>- de l'emplacement des bennes à déchets,</li> </ul> <p>La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise Titulaire y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.</p>	1 - Entreprise Générale

#### 3.3.2. Occupation du domaine public

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les accès et occupation temporaire du domaine public devront faire l'objet d'une demande préalable auprès des services de la ville.</p> <p>L'entreprise aura en charge, les demandes d'occupation du domaine public, et de tous droits d'occupation de voirie jusqu'à la fin du chantier.</p> <p>L'entreprise devra la mise en place et la maintenance de la signalisation demandée, jusqu'à la fin de l'occupation du domaine public.</p>	1 - Entreprise Générale
<p>Autorisation de voirie pour les places de parking situé dans le périmètre du chantier à demander.</p> <p>Les places seront normalement bloquées pour la durée du chantier</p>	1 - Entreprise Générale

#### 3.3.3. Clôture de chantier extérieure et signalisation

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Une clôture assurera l'indépendance du chantier pendant toute la durée des travaux sur chacune des zones d'intervention. Elle sera installée dès le démarrage des travaux et complètera les clôtures existantes le cas échéant.</p> <p>Elle sera constituée par des panneaux métalliques pleins, d'une hauteur de 2,00m, fixés sur des plots béton et reliés entre eux, par des connecteurs.</p> <p>L'entreprise devra la maintenance et l'adaptation des clôtures pendant toute la durée de l'opération.</p>	1 - Entreprise Générale
Un portail fermant à clefs sera installé pour l'accès des véhicules.	1 - Entreprise Générale
La clôture sera soit éclairée, soit équipée d'un dispositif réfléchissant, en cas d'emprise sur le domaine public.	1 - Entreprise Générale
Cette signalisation devra être entretenue autant que de besoin pendant toute la durée du chantier.	1 - Entreprise Générale

### 3.3.4. Identification du personnel

Dispositions prévues	A la charge de
En application des dispositions réglementaires, tout salarié des entreprises titulaires et sous-traitantes, amené à travailler sur le chantier, quelle que soit la nature et/ou la durée de son contrat, devront être porteur de la carte d'identité professionnelle du BTP.	1 - Entreprise Générale
Le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou avec le nom de l'entreprise sur les vêtements de travail ou autre.	1 - Entreprise Générale

### 3.3.5. Visites de chantier par des tiers.

Dispositions prévues	A la charge de
Les visites de chantier par des tiers se feront après un accord préalable du maître d'Ouvrage. Les visites seront guidées par un représentant du maître d'ouvrage.	Maître d'ouvrage

### 3.3.6. Panneau de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra la fourniture, la pose et le repli en fin de chantier, d'un panneau d'information. Comportant les noms et coordonnées des entreprises y compris sous-traitantes. L'entreprise devra la mise à jour régulière des informations portées sur le panneau.	1 - Entreprise Générale

### 3.3.7. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

Dispositions prévues	A la charge de
Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	1 - Entreprise Générale

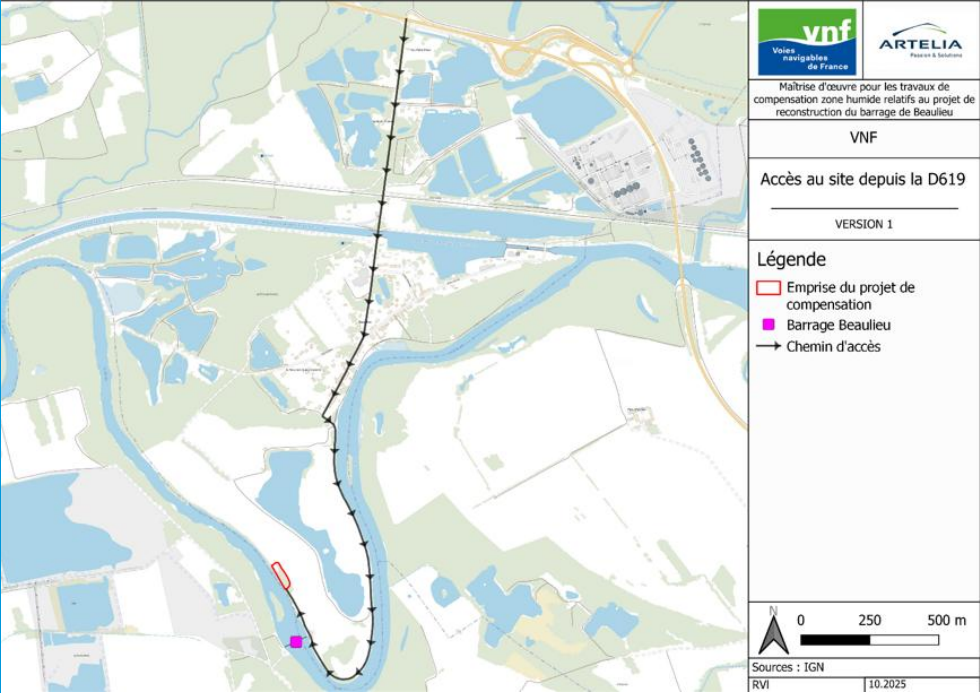






### 3.3.8. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

Dispositions prévues	A la charge de
Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	1 - Entreprise Générale

### 3.3.9. Signalisation d'orientation - Fléchage d'accès au chantier

Dispositions prévues	A la charge de
Afin d'orienter les véhicules accédant ou circulant sur site mise place d'un fléchage de circulation. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	1 - Entreprise Générale
En fonction de l'avancement des travaux, mise place d'itinéraires d'accès et d'orientation des personnels.  L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	1 - Entreprise Générale

3.3.10. Signalisation de danger - Sortie de camions

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Mise en place de panneaux routiers, en amont du chantier sur la voie d'accès.</p> <p>L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.</p> <p>Pour accéder au site via la D619, le titulaire du marché devra emprunter l'itinéraire suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>■ Traversée du canal de dérivation de Beaulieu à Villiers-sur Seine ;</li><li>■ Traversée du village de Beaulieu (rue communale) ;</li><li>■ Emprunter le chemin de halage (bordant la crête de berges) sur 1,2 km.</li></ul> <div><div><div></div><div>Maitrise d'œuvre pour les travaux de compensation zone humide relatifs au projet de reconstruction du barrage de Beaulieu</div><div>VNF</div><div>Accès au site depuis la D619</div><div>VERSION 1</div><div><b>Légende</b>  Emprise du projet de compensation  Barrage Beaulieu  Chemin d'accès</div><div> Sources : IGN RVI   10.2025</div></div></div> <p>Le pont franchissant le canal de dérivation de Beaulieu est limité à un tonnage de 30T. Les engins de chantier utilisés devront donc respecter cette contrainte de charge.</p>	<p>1 - Entreprise Générale</p>

### 3.3.11. Base vie - Modalités d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
La base vie sera localisée au niveau du bâtiment d'exploitation, situé à environ 200 m du site de compensation sur les parcelles D1881. Cette zone est à faible enjeu écologique et sans zones humides et s'étend sur une surface d'environ 130 m². Les installations de chantier, notamment la base vie, doivent être soit au-dessus de la cote des Plus Hautes Eaux Connues 62,23m + 30 cm (soit à 62.53 m NGF), soit évacuée en cas de crue.	1 - Entreprise Générale
Sanitaires – Salle de réunion - Vestiaires - Réfectoires: Les Installations seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	1 - Entreprise Générale
Sanitaires – Salle de réunion - Vestiaires - Réfectoires: La mise en place se fera pendant la période de préparation du chantier. L'entreprise devra les raccordements aux installations, d'électricité, eau et assainissement.	1 - Entreprise Générale
L'entreprise devra l'adaptation des installations communes pendant toute la durée de l'opération. A savoir: Déplacement de la base de vie, suivant les nécessités des travaux, adaptation du dimensionnement en fonction de l'évolution des effectifs des personnels. Les équipements seront prévus pour recevoir du personnel féminin si nécessaire.	1 - Entreprise Générale
Suivant les contraintes du site, les équipements communs seront installés sur plusieurs niveaux. Les niveaux seront desservis entre eux par des escaliers et passerelles sécurisés.	1 - Entreprise Générale
Les cantonnements seront implantés, de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de traverser les zones de travaux ou de stockages.	1 - Entreprise Générale
Mise en place par l'entreprise d'un bungalow de chantier qui sera dimensionné pour un effectif max de 10 compagnons.	3 - Plantation ripisylve

### 3.3.12. Base vie - Effectif de dimensionnement

Dispositions prévues	A la charge de
Les sanitaires, vestiaires et les réfectoires seront dimensionnés pour recevoir, un effectif moyen de 10 Personnes.	1 - Entreprise Générale

### 3.3.13. Base vie - Définition des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Vestiaires : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, chauffés, et rafraichis, aérés. Les locaux seront équipés d'une armoire individuelle par personne et des sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement.	1 - Entreprise Générale
Sanitaires de la Base de vie : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Les locaux seront, équipés a minima, d'un WC et d'un urinoir pour 20 personnes, d'une douche et d'un point d'eau à température réglable pour 10 personnes.	1 - Entreprise Générale
Réfectoires : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Les locaux seront équipés de tables et de sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement se restaurant sur place. Les locaux seront également équipés d'un point d'eau, chauffe-plats et réfrigérateur.	1 - Entreprise Générale
Salle de réunion : Bungalow éclairé naturellement, artificiellement, et chauffé. Bungalow, équipé de tables et de sièges correspondant au nombre d'intervenant encadrant le chantier.	1 - Entreprise Générale

### 3.3.14. Base vie - Installations complémentaires

Dispositions prévues	A la charge de
Pour la mise en place d'installations complémentaires, les entreprises concernées feront part en réunion préparatoire de leurs besoins pour l'organisation de la base de vie.	1 - Entreprise Générale

### 3.3.15. Base vie - Entretien des installations

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera, pendant toute la durée du chantier, le nettoyage quotidien des installations sanitaires, vestiaires, réfectoires et le nettoyage hebdomadaire des bureaux et de la salle de réunion. Il sera également pourvu au renouvellement des consommables (papier hygiénique, savon, essuie-mains).	1 - Entreprise Générale
Pour garantir un entretien régulier, l'entreprise souscrira un contrat avec une entreprise de nettoyage, les frais seront pris en charge dans le cadre du compte interentreprises.	1 - Entreprise Générale



### 3.3.16. Sécurité incendie des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Les locaux d'accueil du personnel, seront équipés d'extincteurs, appropriés aux différents risques.	1 - Entreprise Générale

### 3.3.17. Installations de distribution électrique

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations électriques seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	1 - Entreprise Générale

### 3.3.18. Installations d'éclairage

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise installera des projecteurs afin d'éclairer les voies de circulations extérieures, notamment piétonnes. L'entreprise devra l'adaptation et la maintenance du dispositif pendant toute la durée des travaux.	1 - Entreprise Générale

### 3.3.19. Vérification réglementaire des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations électriques communes feront l'objet d'une vérification initiale après réalisation de l'alimentation générale (branchement basse tension, poste de transformation, groupe électrogène...) et de la mise en place de son infrastructure par un organisme accrédité. Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur.	1 - Entreprise Générale

### 3.3.20. Entretien des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
La maintenance technique, le remaniement des installations de distribution et d'éclairage, ainsi que les réparations suite à dégradation, seront réalisées par les entreprises installatrices sur leurs installations respectives.	1 - Entreprise Générale

### 3.3.21. Points d'eau et d'évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'alimentation en eau et l'évacuation EU des installations de chantier ainsi que des points d'eau extérieurs pour les bâtiments.	1 - Entreprise Générale
Un robinet de puisage sur réceptacle sera prévu dans chaque bâtiment pour les besoins des lots secondaires.	1 - Entreprise Générale

### 3.4. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier

#### 3.4.1. Planification et organisation des livraisons

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise organisera la planification commune des opérations de livraisons, stockage, approvisionnement sur l'opération.	1 - Entreprise Générale
Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés pour les stockages.	1 - Entreprise Générale
Chaque entreprise remettra, une semaine à l'avance, ses prévisions de livraison.	1 - Entreprise Générale
Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles	1 - Entreprise Générale

#### 3.4.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels

Dispositions prévues	A la charge de
Les aires de stockages aménagées seront utilisables en commun par l'ensemble des entreprises.	1 - Entreprise Générale
Afin d'en permettre une utilisation normale, ces zones seront, nivelées.	1 - Entreprise Générale
Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés pour les stockages.	1 - Entreprise Générale
Les zones de stockages de longue durée seront balisées et identifiées par les entreprises utilisatrices.	1 - Entreprise Générale
Les matériaux avec risques particuliers seront stockés à l'écart dans la limite des besoins quotidiens avec une signalétique adaptée.	1 - Entreprise Générale
Les approvisionnements à l'avancement de la mise en œuvre seront privilégiés pour éviter des stockages trop importants.	1 - Entreprise Générale
Le stockage, même provisoire s'effectuera obligatoirement sur les aires aménagées dans le cadre de l'opération. Les entreposages pour mise en œuvre ne devront en aucun cas être installés sur les circulations extérieures.	1 - Entreprise Générale
Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.	1 - Entreprise Générale

#### 3.4.3. Manutentions et levages

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement à son intervention, l'entreprise annexera dans son P.P.S.P.S. le plan d'implantation des appareils de levage nécessaires à ses approvisionnements qui lui seraient spécifiques et de ses zones de stockage de matériels et de matériaux qui ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier.	1 - Entreprise Générale
Un guide de manœuvre sera mis en place pour guider les opérations de levage et écarter les autres intervenants de la zone de levage.	1 - Entreprise Générale

Dispositions prévues	A la charge de
En cours de manutention, aucune charge n'empiétera l'espace des domaines, publics et privés environnants.	1 - Entreprise Générale
Toute opération de manutention, effectuée à l'aide d'un engin de levage prêté par une autre entreprise, restera sous la responsabilité de l'entreprise dite « prêteuse » et sera effectuée par son personnel (conduite, arrimage, guidage). L'entreprise utilisatrice devra la fourniture des systèmes d'accrochage, adaptés aux charges à lever (élingues, palonniers, etc..) et vérifiés. Une convention de prêt de grue sera mise en place entre les parties.	1 - Entreprise Générale
Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs. Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).	1 - Entreprise Générale

### 3.5. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

#### 3.5.1. Voie piétonne

Dispositions prévues	A la charge de
Les déplacements devront se faire sur des cheminements « pieds propres » en matériaux d'apport, nivelés, pour éviter les torsions des pieds et risques de chutes. Les cheminements « pieds propres » seront aménagés jusqu'aux installations de cantonnements et des zones travaux.	1 - Entreprise Générale
Dans les zones de circulation piétonnes, des passerelles de franchissement sécurisées seront installées pour franchir les tranchées ainsi que tous les autres obstacles.	1 - Entreprise Générale
Les zones de cheminements piétons devront être différenciées de celles des engins ou camions par une matérialisation physique.	1 - Entreprise Générale

#### 3.5.2. Accès des véhicules et stationnement

Dispositions prévues	A la charge de
L'accès des véhicules d'entreprises dans la zone du chantier à proximité du bâtiment doit être restreint aux seuls véhicules de livraisons et véhicules ateliers pour laisser toute aisance aux manutentions et mises en oeuvre.	1 - Entreprise Générale 4 – Groupement entreprises poste de refoulement

#### 3.5.3. Voirie de chantier stabilisée

Dispositions prévues	A la charge de
La circulation interne au chantier se fera à partir des voiries existantes. L'entreprise aura en charge l'entretien des voiries pendant toute la durée des travaux.	1 - Entreprise Générale

### 3.6. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives

#### 3.6.1. Protection en rive des fouilles

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur sera assurée par garde-corps avec lisses et sous-lisses rigides, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur potelets métalliques. L'implantation des garde-corps se fera en retrait de la tête de talus.	1 - Entreprise Générale 4 – Groupement entreprises poste de refoulement

#### 3.6.2. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes

### 3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

#### 3.7.2. Bennes à gravais et déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Des bennes à gravais et déchets seront mises en place pour l'ensemble des intervenants du chantier. Les bennes seront remplacées suivant les besoins du chantier.	1 - Entreprise Générale
Les entreprises qui souhaitent mettre en place des bennes à déchets devront en faire part au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS pour définir leur emplacement. Les entreprises en assureront le renouvellement autant que nécessaire, et avant que celles-ci ne débordent.	Tous Corps d'état

#### 3.7.3. Acheminement des déchets vers les bennes

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise gardera la charge d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes. Les déchets ne seront pas stockés à l'intérieur des bâtiments.	Tous Corps d'état
En cas de carence, le maître d'oeuvre fera nettoyer les déchets des entreprises par un prestataire extérieur, qui sera mis à la charge des entreprises responsables ou du compte interentreprises.	Maître d'oeuvre

#### 3.7.4. Nettoyage et évacuation des déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien. Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant. En cas de carence, le coordonnateur SPS pourra demander au maître d'oeuvre de désigner une entreprise pour...	Tous Corps d'état
Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant. En cas de carence, le coordonnateur SPS pourra demander au maître d'oeuvre de désigner une entreprise pour réaliser les travaux de nettoyage aux frais des entreprises responsables.	1 - Entreprise Générale
Pas de stockage sur place pour les terres. Le seul stockage potentiel : végétaux, mais privilégier une amenée au fur et à mesure pour pose au fur et à mesure.	1 - Entreprise Générale

### 3.8. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

#### 3.8.1. Moyen d'alerte des secours

Dispositions prévues	A la charge de
Les numéros de téléphone d'urgence ainsi que les consignes d'alerte des secours sont à afficher dans le bureau de chantier. Les principaux numéros à appeler sont le 15 et le 18 pour le téléphone fixe et le 112 pour les téléphones mobiles.	1 - Entreprise Générale
Dans le cas d'impossibilité de mise en service d'un téléphone fixe, au-moins une personne de chaque entreprise doit être équipée d'un téléphone portable afin de pouvoir appeler les secours le cas échéant.	1 - Entreprise Générale
Mise en place d'un système de communication entre les compagnons dans l'eau et les compagnons sur terre.	1 - Entreprise Générale

### 3.8.2. Consignes de sécurité

Dispositions prévues	A la charge de
Les consignes de sécurité seront reprises dans les PPSPS. En cas d'accident :- les secours sont appelés immédiatement. - L'entreprise préviendra le jour même la CARSAT, l'Inspection du travail (DDETS), l'OPPBTP et le coordonnateur sécurité.	1 - Entreprise Générale

### 3.8.3. Sauveteurs secouristes du travail

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises préciseront dans leur PPSPS si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes.	1 - Entreprise Générale
Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	1 - Entreprise Générale

### 3.8.4. Matériel de secours

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.	1 - Entreprise Générale
Une trousse de secours, commune à l'ensemble des entreprises, sera laissée dans la salle de réunion.	1 - Entreprise Générale

## 4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

### 4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

#### 4.1.1. Travaux de terrassement généraux

Dispositions prévues	A la charge de
Avant démarrage des travaux l'entreprise établira ses DICT, copie des réponses sera transmise au coordonnateur et au maître d'œuvre. Les travaux ne pourront commencer avant la réception des réponses.	1 - Entreprise Générale
En cas de constat de mauvaise tenue du terrain ou d'un ouvrage existant pouvant créer un danger, l'entreprise cessera immédiatement les travaux, en informera la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour que les mesures conservatoires et de protection soient prises et mises en œuvre sans délai pour supprimer le danger. Le coordonnateur en sera informé.	1 - Entreprise Générale
Les terrassements seront exécutés en suivant les prescriptions et la méthodologie définies par le maître d'œuvre ou le bureau d'études.	1 - Entreprise Générale
En cas de découverte en cours de travaux d'une pollution des sols, le chantier doit être arrêté en attente du diagnostic pour connaître la nature de pollution (risque d'explosion, risque pour la santé, etc..)	1 - Entreprise Générale

#### 4.1.7. Travaux de VRD

Dispositions prévues	A la charge de
La protection collective sera assurée par le remblaiement des fouilles à l'avancement de la pose des réseaux.	1 - Entreprise Générale
Privilégier la découpe des éléments en béton, par voie humide pour éviter la production et propagation des fumées de poussières.	1 - Entreprise Générale
La circulation piétonne sera assurée par l'installation de passerelles de franchissement sur les fouilles en attente des remblaiements.	1 - Entreprise Générale
L'entreprise réalisera le balisage des massifs en béton avec leurs tiges de fixations dans l'attente de pose des équipements.	1 - Entreprise Générale
Pour toute tranchée ou excavation, commune à plusieurs lots et d'une profondeur supérieure de 1,30 m ou dans un terrain non stable, l'entreprise réalisant la tranchée devra la mise en place d'un système de blindage adapté à tous les types d'intervention prévue dans la tranchée. Le type de blindage sera défini en concertation avec l'ensemble des entreprises concernées.	1 - Entreprise Générale
Dispositions prévues	A la charge de
En présence de réseaux enterrés ou aériens à proximité des zones d'intervention, les personnels devront être en possession de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR).	1 - Entreprise Générale
Le personnel portera obligatoirement un gilet de signalisation ou une tenue entreprise adaptée.	1 - Entreprise Générale
La circulation des engins de chantier, le chargement et le déchargement des véhicules de transport, se feront sous le contrôle d'un membre de l'entreprise intéressée.	1 - Entreprise Générale
Les entreprises devront limiter au minimum toutes les opérations de manutention manuelle. Toutes les opérations qui pourront faire l'objet d'une assistance mécanisée simple seront préconisées. Exemple : pose de bordure interdite manuellement.	1 - Entreprise Générale



#### 4.1.8. Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement

Dispositions prévues	A la charge de
Toutes les fouilles en tranchées de plus de 1,3 m de profondeur seront protégées soit par la réalisation de pente de talus appropriée soit par un terrassement en escalier soit par la mise en place d'un blindage.	1 - Entreprise Générale

#### 4.1.9. Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade

Dispositions prévues	A la charge de
Le port du gilet de sauvetage (avec sangle sous-cutané) est obligatoire à proximité des rives.	1 - Entreprise Générale
Un signal d'alarme est à prévoir, celui-ci sera déterminé lors de la réunion de coordination.	1 - Entreprise Générale
Si besoin en fonction de l'analyse de risques, une barque au moins, conduite par des marins sachant nager et plonger, est placée en permanence auprès des postes de travail les plus dangereux. Cette barque est équipée de gaffes, de cordages et de bouées de sauvetage.	1 - Entreprise Générale
Si des travaux sont réalisés la nuit, des projecteurs orientables sont installés, afin de permettre l'éclairage de la surface de l'eau, et les marins sont munis de lampes puissantes.	1 - Entreprise Générale
Dans le cas d'un chantier fixe occupant plus de vingt travailleurs pendant plus de quinze jours est éloigné de tout poste de secours, un appareil de respiration artificielle ou tout autre dispositif ou moyen d'une efficacité au moins équivalente est placé en permanence sur le chantier.	1 - Entreprise Générale

#### 4.1.10. Utilisation de produits dangereux ou à risques

Dispositions prévues	A la charge de
Les produits dangereux seront remplacés par des produits qui ne le sont pas ou moins dangereux.	1 - Entreprise Générale
Il appartient à l'entreprise de mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité prescrites par le fabricant pour éviter de générer tout risque d'accident induit par le produit. L'entreprise devra indiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS les dispositions de prévention et d'organisation, prévues par l'entreprise dans le cadre de la gestion des risques de coactivité.	1 - Entreprise Générale

## 5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

### 5.1. Modalités de coopération

#### 5.1.1. Plan Général de Coordination

Dispositions prévues	A la charge de
Le maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs. Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS.	Maître d'ouvrage

#### 5.1.2. Désignation des entreprises

Dispositions prévues	A la charge de
Au démarrage de la phase réalisation (début de la période de préparation soit 30 jours, avant le démarrage des travaux), le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur, les coordonnées (nom, adresse, tél, fax, interlocuteur) des entreprises titulaires de lot.	1 - Entreprise Générale

#### 5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants

Dispositions prévues	A la charge de
Dès l'acceptation d'un sous-traitant, le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur les coordonnées (nom, adresse, tél, fax, interlocuteur) des entreprises agréées.	1 - Entreprise Générale
Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le coordonnateur de leur intention de sous-traiter tout ou partie de leur lot au moins 30 jours avant intervention en précisant les coordonnées des/du sous-traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.	1 - Entreprise Générale

#### 5.1.4. Travailleurs indépendants et locatiers

Dispositions prévues	A la charge de
Sauf exception précisée ci-avant, les locatiers ou locateurs interviendront sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. Ils ne sont pas soumis à l'inspection commune préalable mais ils doivent appliquer les dispositions prévues pour l'entreprise donneuse d'ordre.	1 - Entreprise Générale

#### 5.1.5. Présence de personnel étranger

Dispositions prévues	A la charge de
En cas de présence de personnels étrangers, ne parlant pas ou parlant mal le français, personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.	1 - Entreprise Générale

#### 5.1.6. Inspection Commune

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de lot ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, les consignes à observer en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser.</p> <p>L'entreprise prendra contact avec le CSPS 15 jours avant son intervention afin de permettre la programmation de cette VIC.</p>	Tous Corps d'état

#### 5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé

Dispositions prévues	A la charge de
Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS. Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.	1 - Entreprise Générale

#### 5.1.8. Rôle du coordonnateur

Dispositions prévues	A la charge de
Le coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.	Tous Corps d'état

## 6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS.

CSPS : SOCOTEC Construction Nom : Jérôme PARELLE	Tél : 06 03 72 94 81 Email : <a href="mailto:jerome.parelle@socotec.com">jerome.parelle@socotec.com</a>
Etabli le : 09/02/2026 Date de modification :	Eléments modifiés :

### **Partie à remplir par le CSPS:**

Adresse chantier: Barrage de Beaulieu	
Contraintes horaires de livraisons : Zone avec des immeubles de logements et écoles à proximité	Horaires : 8h - 17h30
Moyen mutualisés de levage et manutention (cf.PGSCSPS)	<u>Quai de déchargement:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  <u>Grues :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  <u>Recette à matériaux :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  <u>Monte-matériaux:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  <u>Ascenseurs définitifs:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  <u>Autre :</u>
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, etc..) :	

**Partie à renseigner par l'entreprise :**

Nom de l'entreprise :	Adresse siège :
Nom du réceptionnaire :	Coordonnées du réceptionnaire Tél :
Plages horaires de livraisons	Heures :
Présence chef d'un manœuvre :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion :	Distance (m) : Hauteur (m) :
Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	Charge :
Appareil de levage utilisé pour l'opération :	<input type="checkbox"/> Grue de chargement <input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur (Type)
Autres renseignements utiles :	

**Projet de Plan d'installation de chantier avec :**

- Accès
- Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie)
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)